



LES « TOGES ROUGES » CONTRE LES « ZÈBRES AGILES »

Dessous de tables, conflits d'intérêts, fraude fiscale et abus de biens sociaux rythment depuis trois décennies la vie publique transalpine. L'opération Mains propres, lancée en 1992, a bouleversé l'univers politique en provoquant la disparition des principaux partis. Pour avoir mis en cause les intérêts des puissants et, en particulier, ceux de M. Silvio Berlusconi, les juges ont subi un retour de bâton.

PAR FRANCESCA LANCINI *

En 2007, après trente-trois ans de service, le juge Gherardo Colombo, protagoniste de l'opération « Mani pulite », lancée en 1992 à la suite du scandale de corruption « Tangentopoli », quitte la magistrature, amer : « Nos investigations ont constitué une grande avancée pour les citoyens, mais le résultat judiciaire demeure très limité. La plupart des inculpations ont bénéficié de délais de prescription, quand elles n'ont pas, au fil du temps, perdu leur charge de délit. »

« Selon les politiciens, nous agirions comme une leucémie : des globules blancs qui s'attaquent aux globules rouges au lieu des bactéries »

En effet, « des lois ont été taillées sur mesure pour gommer le caractère délictueux du financement des partis politiques ou du truquage de bilan », explique M. Antonio Di Pietro, l'une des figures judiciaires de l'époque,

entré en politique en 1996 avec le centre gauche et fondateur, deux ans plus tard, du parti L'Italie des valeurs (IDV). Selon lui, c'est la classe politique qui porte la responsabilité de l'échec de l'opération : « « Mani pulite » a dévoilé des milliers de cas de corruption, mais, confrontés à la révélation de cette tumeur sociale, les politiques ont choisi de s'en prendre aux juges. » Une contre-attaque du politique envers le judiciaire, pilotée notamment par un certain... Silvio Berlusconi.

En 1994, pris dans les filets de « Mani pulite », l'industriel Berlusconi, ami du leader socialiste Bettino Craxi (condamné pour corruption en 1993), entre en scène. L'inculpation, au cours de plusieurs procès, du Cavaliere déclenche les attaques contre la justice. M. Berlusconi et son clan s'emploient alors à fustiger les magistrats, qu'ils qualifient de « toges rouges » et de « communistes ».

Toutefois, c'est sur le terrain législatif qu'ils concentrent leur action, en particulier avec l'instauration des lois *ad personam*, dites « lois de la honte », favorisant les entreprises et les groupes de pression liés à M. Berlusconi. Des lois que les exécutifs de centre gauche qui succèdent aux différents gouvernements Berlusconi n'estiment pas nécessaire d'abroger. « Dans ce pays, les juges sont considérés comme une entrave. Ceux qui détiennent le pouvoir refusent tout contrôle. Droite, gauche, centre. Tout le monde! », déplore le haut magistrat Piercamillo Davigo, ancien de « Mani pulite ». « Selon les politiciens, nous allons trop loin. Nous agirions comme une leucémie : des globules blancs qui s'attaquent aux globules rouges au lieu des bactéries. »

Corruption à tous les étages

M. Di Pietro, lui, recourt à une autre métaphore. « Comme Hérode, Berlusconi a choisi de tuer la justice pour se sauver. Et, comme Pilate, le centre gauche s'est soumis. À vrai dire, toute la gauche était gangrenée par les dessous-de-table et les conflits d'intérêts. » Le Cavaliere peut donc poursuivre son travail. En 2009, il déclenche une campagne

Bibliographie

FREDERIC ATTAL, *Histoire de l'Italie de 1943 à nos jours*, Armand Colin, Paris, 2004.

Professeur d'histoire contemporaine à l'Université polytechnique Hauts-de-France, Frédéric Attal retrace entre autres les débuts de la « II^e République », qui coïncident en partie avec le premier gouvernement de M. Silvio Berlusconi (1994), et détaille les expériences de centre gauche entre 1996 et 2001.

MARCO BÉLPOLITI, *La canottiera di Bossi, Guanda, Parme (Italie)*, 2012.

Après s'être intéressé au rapport de M. Silvio Berlusconi à son image médiatique (*Berlusconi*, Lignes, 2010), l'auteur décortique les artifices utilisés par le fondateur de la Ligue du Nord, M. Umberto Bossi, pour construire son personnage de dirigeant populiste afin d'abolir la distance symbolique entre l'élu et le « citoyen ordinaire ».

JACQUES DE SAINT VICTOR, *Un pouvoir invisible. Les mafias et la société démocratique (XIX^e-XXI^e siècle)*, Gallimard, Paris, 2012.

L'historien raconte les origines, les transformations et les ramifications des organisations criminelles nées au XIX^e siècle, dans le sud de la Péninsule, et dont l'essor est inséparable du capitalisme. Il montre en particulier les liens étroits noués avec les partis politiques et les élites.

BRUNO AMABLE, ELVIRE GUILLAUD ET STEFANO PALOMBARINI, *L'Économie politique du néolibéralisme. Le cas de la France et de l'Italie*, Éditions rue d'Ulm, Paris, 2012.

À l'appui d'analyses comparatives, trois économistes hétérodoxes examinent les traits communs et les spécificités des politiques néolibérales mises en œuvre par MM. Nicolas Sarkozy et Silvio Berlusconi lorsqu'ils étaient au pouvoir.



CONTRASTO-REA

contre les magistrats, accusés de vouloir le renverser : les juges seraient responsables du rejet par la Cour constitutionnelle, à l'automne 2009, de la loi Alfano garantissant l'immunité des quatre plus importants dignitaires de l'État (1).

Dès lors, le président du conseil se voit renvoyé sur le banc des accusés sous le coup d'une triple inculpation (corruption, abus de confiance et fraude fiscale sur des droits télévisuels); Fininvest, la holding familiale, est condamnée, en octobre 2009, à verser la somme de 750 millions d'euros de dommages et intérêts à son rival, le magnat de la presse Carlo De Benedetti. Il s'agit là d'un nouvel épisode de l'âpre et rocambolesque guerre giudiziario-financière qui, depuis plus de deux décennies, oppose alors les deux industriels pour le contrôle des éditions Mondadori.

*Le président
du conseil
se voit renvoyé
sur le banc
des accusés sous
le coup d'une triple
inculpation*

D'un bout à l'autre du pays, la corruption demeure au cœur de bien des procès : à Bari, où le parquet enquête sur les services sanitaires; à Pérouse, où M. Guido Bertolaso, directeur de la protection civile, est soupçonné de truquage d'appels d'offres pour des travaux publics; à Milan, où le conseiller municipal de centre droit, M. Camillo Milko Pennisi, a été surpris en flagrant délit, les mains pleines de billets remis par un entrepreneur; à Rome, enfin, où l'entreprise Telecom Italia Sparkle se débat dans une affaire de fraude et de blanchiment et où M. Denis Verdini, un cadre du Peuple

Eligio Paoni // Manifestation contre l'acquittement de Bettino Craxi (il sera condamné à vingt-cinq ans de prison en 1994), Rome, 1993

(1) NDLR. Votée en juillet 2008, cette loi prévoyait la suspension de toute procédure pénale à l'encontre du chef de l'État, du premier ministre et des présidents des deux chambres du Parlement.



de la liberté (PDL) (2), fait l'objet d'une enquête pour corruption dans l'attribution de marchés publics concernant l'énergie éolienne en Sardaigne. Cette nouvelle affaire intervient au lendemain de la démission, le 5 mai 2010, d'un membre du gouvernement de M. Berlusconi, le ministre du développement économique M. Claudio Scajola, suspecté d'avoir bénéficié de pots-de-vin à l'occasion de l'achat de son appartement de 180 mètres carrés avec vue imprenable sur le Colisée.

La « Mère de l'illégalité »

Si M. Di Pietro évoque de « nouvelles Tangentopoli », le juge Francesco Greco, lui, constate une évolution : ces investigations, contrairement à celles de « Mani pulite », n'explorent plus le lien entre politique et affaires. La fragmentation territoriale a fait son office. Et nombre de lois adoptées à partir du milieu des années 1990 ont rendu plus ardu le travail des enquêteurs. « *Il y a dix ans, le truquage de bilan constituait le délit le plus fréquent, expliquait-il en 2010. Aujourd'hui, les enquêtes financières mettent au jour la spéculation frauduleuse sur les biens publics. La mondialisation a accru la corruption du banquier au détriment de celle de l'homme politique. Financés à l'époque à coups de dessous-de-table, les partis bénéficient à présent de financements publics. Plus besoin de demander de l'argent aux industriels. La corruption, plus politique, se fonde sur l'échange de bons procédés. Nous sommes envahis par les fonds secrets. Mère de l'illégalité, l'évasion fiscale mine la démocratie.* »

Une célèbre réflexion du juge Davigo illustre cette mutation de la corruption : « *Nous, magistrats, agissons face à la criminalité comme les prédateurs du règne animal : nous contribuons à améliorer l'espèce que nous traquons. Nous avons capturé les zèbres lents, mais les plus rapides courent toujours. Il est évident que ceux qui échappent aux enquêtes résistent, se renforcent et deviennent toujours plus agiles.* »

Francesca Lancini

(2) NDLR. Le PDL est né en 2009 de la fusion entre Forza Italia et l'Alliance nationale de M. Gianfranco Fini. Ce dernier quitte le PDL l'année suivante pour fonder le parti Futur et liberté pour l'Italie.